

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.347/4
DU 28 JUIN 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Coopération au Développement, le 31 mai 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 19 janvier 2010, abrogeant la loi du 9 février 1999 portant création du Fonds belge de survie et créant un Fonds belge pour la Sécurité alimentaire, modifiée par l'erratum du 19 février 2010", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

I. Le projet d'arrêté est conçu et rédigé en des termes qui, dans l'ensemble, ne sont guère ceux que l'on est en droit d'attendre d'un texte qui, comme tel est le cas du projet d'arrêté, a vocation à comprendre - et à comprendre seulement - les dispositions de portée normative requises pour l'exécution de la loi du 19 janvier 2010, abrogeant la loi du 9 février 1999 portant création du Fonds belge de survie et créant un Fonds belge pour la Sécurité alimentaire ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Il est inexact d'indiquer, comme le font l'intitulé et l'alinéa 2 du préambule du projet d'arrêté, que la loi du 19 janvier 2010 a été "modifiée par l'erratum du 19 février 2010". En effet, un erratum étant et ne pouvant être qu'un simple avis rectificatif censé s'incorporer au texte originellement publié, l'erratum qui a été publié au Moniteur belge, le 19 février 2010, au sujet de la loi du 19 janvier 2010 n'a eu - et, en tout cas, n'a pu avoir - pour objet de modifier cette loi.

À cet égard, il y a particulièrement lieu d'observer ce qui suit :

1. Plusieurs dispositions du projet d'arrêté n'ont d'autre objet que de rappeler des dispositions de la loi du 19 janvier 2010, tantôt en les reproduisant, tantôt en les paraphrasant.

Il en va en particulier ainsi des dispositions suivantes du projet d'arrêté : l'article 2 (à l'exception du dernier alinéa); l'article 3, alinéa 4, quatrième tiret (à partir des mots "en priorité"); l'article 5, alinéa 1^{er}, première phrase; l'article 6; l'article 7, § 3, alinéa 3, seconde phrase, et § 5, alinéa 1^{er}, première phrase; et l'article 17, première phrase.

Un tel rappel est inutile. Le rappel de l'obligation de respecter des règles résultant de dispositions législatives présente aussi l'inconvénient d'être de nature à induire en erreur sur la nature juridique exacte des règles en question.

2. Bon nombre de dispositions du projet d'arrêté sont rédigées en des termes qui manquent du minimum de la clarté, de la précision et de la rigueur que requiert un texte de portée normative. Certaines d'entre elles sont même libellées, non pas sous la forme de véritables règles de droit, mais plutôt comme de simples déclarations d'intention dont on ne décèle pas quelle est ou pourrait être la portée juridique exacte.

Ainsi, pour ne prendre que quelques exemples significatifs :

a) En ce qui concerne l'article 3 :

- La section de législation n'aperçoit pas s'il y a lieu d'attacher une portée juridique quelconque - et, si oui, laquelle - à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'il indique que "les trois, catégories d'acteurs visées à l'article 6, § 2 de la loi entrent, de manière équilibrée et en fonction de leur spécificité, en ligne de compte pour obtenir le statut d'organisation partenaire du Fonds".

.../...

- *In fine*, l'alinéa 1^{er} est rédigé en des termes dont on pourrait déduire que, lorsqu'une organisation obtient le statut d'organisation partenaire du Fonds, elle acquiert un droit à l'octroi des subventions prévues par le projet d'arrêté. Or, à lire les dispositions qui règlent les procédures à suivre en vue de l'approbation de projets, il ne semble pas que tel soit le cas. Qu'en est-il ?

- Il semble que, lorsque le ministre "approuve" le cadre stratégique de partenariat soumis par une organisation, cette décision emporte l'attribution du statut d'organisation partenaire du Fonds. Mais cela ne ressort pas clairement du texte.

- L'article 3 laisse dans l'incertitude le point de savoir si la Coopération technique belge (CTB) est ou non tenue de soumettre un cadre stratégique de partenariat à l'approbation du ministre pour bénéficier du statut d'organisation partenaire du Fonds.

b) En ce qui concerne l'article 5 :

- À lire le commentaire de cet article que donne le rapport au Roi, il y a lieu de distinguer "deux étapes successives", la première étant "le choix des pays d'intervention" et la seconde ayant pour objet "le choix des zones d'intervention".

Or, le dispositif ne reflète pas cette distinction.

S'il est bien dans l'intention d'opérer celle-ci, la question se pose tout particulièrement de savoir si le "processus participatif" mentionné par la disposition à l'examen s'applique aux deux étapes indiquées ou seulement, comme le donne à penser le commentaire de l'article 5, à la seconde.

- Le texte en projet fait état des "recommandations de la Déclaration de Paris", sans autre précision.

La question se pose de savoir à quoi il est exactement ainsi fait référence. Ceci suscite également le problème de la publicité des "recommandations" auxquelles il est renvoyé. Dans un souci de sécurité juridique, il serait préférable d'intégrer celles-ci dans le projet d'arrêté examiné, autant que faire se peut, plutôt que de s'y référer. À défaut, il reviendrait à l'auteur du projet de vérifier que lesdites "recommandations" ont, soit fait

.../...

l'objet d'une publication au Moniteur belge, soit été publiées selon des formes prévues par une convention internationale à laquelle la loi a donné assentiment, cette dernière ayant elle-même fait l'objet d'une publication au Moniteur belge.

c) En ce qui concerne l'article 7 :

- Tel qu'il est rédigé, le texte en projet ne permet pas d'apercevoir avec une précision suffisante quelles sont exactement les décisions à prendre, et qui les prend, au long des diverses étapes énumérées.

Ainsi par exemple, faut-il comprendre qu'il incombe au ministre, au terme de l'analyse visée au paragraphe 1^{er}, de prendre une décision fixant, selon les termes de la même disposition, "un cadre stratégique général préliminaire pour un programme intégré multidimensionnel" ?

Ou encore, quelle est la portée exacte de la mission que le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, confie à la direction générale de la coopération au développement de "(coordonner) la finalisation par les organisations partenaires intéressées de la stratégie et de la planification d'intervention pour le programme intégré multidimensionnel soumis par au moins deux partenaires du Fonds" ?

De même, que signifie le paragraphe 3, alinéa 3, lorsqu'il prévoit que "la planification générale est validée" ? En quoi consiste cette "planification générale", et qui la "valide" ?

- Le paragraphe 3, alinéa 3, première phrase, prévoit un "exercice participatif". Selon quelles modalités cette procédure doit-elle être menée ?

3. Diverses dispositions du projet d'arrêté renvoient à une "note stratégique", que l'article 1^{er}, 4/, définit comme suit : "note stratégique du FBSA, qui complète la loi et le présent arrêté, en présentant le cadre légal du Fonds, sa vision stratégique, ses objectifs, sa spécificité, son mode de financement, ses modalités de mise en oeuvre, de complémentarité, de suivi-évaluation et de sensibilisation, ainsi que de formation et de gestion des connaissances".

.../...

La section de législation se demande qui est chargé d'établir cette "note". Sans doute s'agit-il du membre du gouvernement qui a la coopération au développement dans ses attributions ⁽²⁾, mais le texte ne l'indique pas.

En outre et surtout, le projet d'arrêté laisse incertain le point de savoir quels sont exactement l'objet, la portée et la nature juridiques de cette "note". Ainsi, en ce qui concerne l'objet de la "note", comment y a-t-il lieu de combiner la définition qu'en donne l'article 1^{er}, 4/, et les dispositions du projet d'arrêté qui y renvoient, généralement en indiquant les ou des points particuliers sur lesquels elle est appelée à porter ? Il n'apparaît pas clairement non plus si cette "note" est uniquement destinée à contenir des dispositions contraignantes ou si elle pourrait aussi comporter des indications dénuées de caractère obligatoire; s'il fallait retenir la seconde branche de l'alternative, il risquerait d'en résulter une confusion quant à la portée juridique de la "note" en question.

Quoi qu'il en soit, plutôt que d'envisager l'élaboration d'une "note" aux contours aussi incertains, mieux vaut recourir au système habituel consistant à charger le ministre de régler, par arrêté ministériel, telle ou telle matière que le projet d'arrêté ne règle pas lui-même.

Encore toutefois faut-il que, ce faisant, le projet d'arrêté se limite à déléguer au ministre le pouvoir de régler des questions accessoires ou de détail. À cet égard, l'article 1^{er}, 4/, ne fournit aucune garantie. Quant aux autres dispositions du projet d'arrêté qui renvoient à la note stratégique, plusieurs d'entre elles - en particulier celles qui figurent à l'article 3, alinéa 4, premier tiret, à l'article 5, alinéa 2, à l'article 7, § 3, alinéa 2, et à l'article 14, alinéas 1^{er} et 2 - concernent des questions qui ne peuvent être considérées comme étant accessoires ou de détail.

II. Pour le surplus, il convient encore d'observer que plusieurs dispositions en projet excèdent les pouvoirs du Roi :

1. En ce qui concerne les organisations multilatérales partenaires du Fonds, l'article 3, alinéa 3, prévoit qu'il doit s'agir d'"organisations internationales partenaires de la coopération multilatérale" au sens de l'article 9 de la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge.

⁽²⁾ Cette solution paraît devoir résulter de l'article 3 de la loi du 19 janvier 2010.

Il ajoute cependant qu'"exceptionnellement, d'autres organisations multilatérales peuvent obtenir le statut d'organisation partenaire du Fonds, pour autant qu'une relation structurelle avec la coopération au développement belge soit démontrée".

L'exception ainsi prévue méconnaît la règle, consacrée par l'article 9 de la loi du 25 mai 1999, selon laquelle la coopération internationale belge doit concentrer la coopération multilatérale sur une vingtaine d'organisations internationales sélectionnées, selon une procédure et des modalités fixées par le Roi, comme "organisations internationales partenaires de la coopération multilatérale".

En effet, cette règle a vocation à s'appliquer à toute forme de coopération multilatérale - y compris lorsqu'elle a lieu dans le cadre de la loi du 19 janvier 2010 ⁽³⁾ - et le législateur n'a pas envisagé la possibilité d'y déroger, de sorte qu'il ne peut être admis que d'autres organisations multilatérales que celles qui ont été sélectionnées comme "organisations internationales partenaires de la coopération multilatérale" au sens de l'article 9 de la loi du 25 mai 1999 obtiennent le statut d'organisations partenaires du Fonds créé par la loi du 19 janvier 2010.

2. L'article 15, qui est relatif au groupe de travail "Fonds belge pour la sécurité alimentaire" prévu par l'article 7 de la loi du 19 janvier 2010, appelle les observations suivantes :

a) Il est contraire au principe de la séparation des pouvoirs de prévoir, pour reprendre les termes de la phrase introductive de l'alinéa 1^{er}, que le groupe de travail est "mis en place au Parlement fédéral".

⁽³⁾ La définition de la "coopération multilatérale" que donne la loi du 25 mai 1999 - à savoir "programmes ou projets financés par l'État belge et exécutés par une organisation internationale et des contributions belges à des organisations internationales pour leurs programmes ou projets de développement" (article 2, 7/, de la loi du 25 mai 1999) - est, en effet, rédigée en des termes ne permettant pas de considérer qu'en seraient exclus les programmes et les projets relevant de la loi du 19 janvier 2010.

b) L'alinéa 1^{er}, 2/, tend à régler la composition du groupe de travail en ce qui concerne ceux de ses membres qui ont la qualité de membre de la Chambre des représentants.

Ceci ne peut être admis. En effet, l'article 7, alinéa 2, de la loi du 19 janvier 2010 n'habilite le Roi à préciser les règles de composition du groupe de travail que pour les membres de ce groupe autres que ceux qui ont la qualité de membre de la Chambre des représentants. Au demeurant, il serait contraire au principe de la séparation des pouvoirs que le Roi intervienne de quelque manière que ce soit dans la désignation des membres de la Chambre des représentants chargés de faire partie du groupe de travail.

*

* *

Vu l'importance des observations qui ont été faites, le projet d'arrêté ne sera pas examiné plus avant.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, premier auditeur-chef de section.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.347/4
VAN 28 JUNI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 31 mei 2010 door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 19 januari 2010 tot opheffing van de wet van 9 februari 1999 tot oprichting van het Belgisch Overlevingsfonds en tot oprichting van een Belgisch Fonds voor de Voedselzekerheid, gewijzigd door het erratum van 19 februari 2010", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

I. Het ontwerpbesluit is uitgewerkt en geredigeerd op een manier die in het algemeen niet voldoet aan hetgeen verwacht mag worden van een tekst die, zoals het geval is met dit ontwerpbesluit, geacht wordt uitsluitend de normatieve bepalingen te bevatten - en niet meer dan dat - die nodig zijn met het oog op de tenuitvoerlegging van de wet van 19 januari 2010 tot opheffing van de wet van 9 februari 1999 tot oprichting van het Belgisch Overlevingsfonds en tot oprichting van een Belgisch Fonds voor de Voedselzekerheid ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Het is onjuist om in het opschrift en in het tweede lid van de aanhef van het ontwerpbesluit te vermelden dat de wet van 19 januari 2010 is "gewijzigd door het erratum van 19 februari 2010". Een erratum is namelijk niets meer dan een bericht van rechtzetting dat geacht wordt verwerkt te worden in de oorspronkelijk bekendgemaakte tekst, zodat het erratum dat op 19 februari 2010 in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt met betrekking tot de wet van 19 januari 2010, er niet toe strekte of kon strekken dat deze wet werd gewijzigd.

In dit opzicht moet inzonderheid het volgende worden opgemerkt :

1. Verscheidene bepalingen van het ontwerpbesluit beogen uitsluitend bepalingen van de wet van 19 januari 2010 in herinnering te brengen door ze over te nemen of te parafraseren.

Dit is inzonderheid het geval met de volgende bepalingen van het ontwerpbesluit : artikel 2 (met uitzondering van het laatste lid); artikel 3, vierde lid, vierde streepje (vanaf de woorden "met een prioriteit"); artikel 5, eerste lid, eerste zin; artikel 6; artikel 7, § 3, derde lid, tweede zin, en § 5, eerste lid, eerste zin; artikel 17, eerste zin.

Het is niet nodig daaraan te herinneren. Een herinnering aan de verplichting om regels in acht te nemen die voortvloeien uit wetsebepalingen vertoont tevens het nadeel dat aldus verwarring kan ontstaan omtrent de precieze juridische aard van de regels in kwestie.

2. Tal van bepalingen van het ontwerpbesluit zijn in zulke bewoordingen opgesteld dat ze het minimum aan klaarheid, aan nauwkeurigheid en aan nauwgezetheid ontberen dat een normatieve tekst vereist. Sommige ervan zijn zelfs niet geredigeerd in de vorm van werkelijke rechtsregels, maar veeleer in de vorm van loutere intentieverklaringen, waarvan niet duidelijk is wat hun precieze juridische strekking is of zou kunnen zijn.

Enkele kenmerkende voorbeelden daarvan zijn :

a) Met betrekking tot artikel 3 :

- Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk of enige - en zo ja, welke - juridische draagwijdte moet worden gegeven aan het eerste lid, luidende : "De drie categorieën van actoren, bepaald in artikel 6 § 2 van de wet, komen op evenwichtige wijze en in functie van hun specificiteit in aanmerking voor het statuut van partnerorganisatie van het Fonds (...)".

.../...

- De redactie van het eerste lid, *in fine*, kan de indruk wekken dat een organisatie, wanneer ze het statuut van partnerorganisatie van het Fonds verkrijgt, recht heeft op toekenning van de subsidies omschreven in het ontwerpbesluit. Dit lijkt evenwel niet het geval te zijn bij het lezen van de bepalingen die de procedures regelen welke gevolgd moeten worden met het oog op de goedkeuring van projecten. Wat is daarvan aan ?

- Blijkbaar brengt de beslissing van de minister om het strategisch partnerschapskader ingediend door een organisatie "goed te keuren" mee dat deze het statuut van partnerorganisatie van het Fonds verkrijgt. Zulks volgt evenwel niet duidelijk uit de tekst.

- Artikel 3 geeft geen uitsluitel omtrent de vraag of de Belgische Technische Coöperatie (BTC) al dan niet een strategisch partnerschapskader aan de minister ter goedkeuring dient voor te leggen om het statuut van partnerorganisatie van het Fonds te verkrijgen.

b) Met betrekking tot artikel 5 :

- Luidens de commentaar op dit artikel in het verslag aan de Koning moeten "twee opeenvolgende stappen" worden onderscheiden, te weten achtereenvolgens "de keuze van de landen van interventie" en "de keuze van de interventiezones".

Dit onderscheid komt evenwel niet tot uiting in het dispositief.

Indien het wel degelijk de bedoeling is dat onderscheid te maken, rijst inzonderheid de vraag of het "participatief proces" waarvan sprake is in de onderzochte bepaling op de beide vermelde stappen toepasselijk is, dan wel alleen op de tweede stap, zoals de commentaar op artikel 5 lijkt aan te geven.

- In de ontwerptekst is sprake van "de aanbevelingen van de Verklaring van Parijs", zonder nadere precisering.

De vraag is wat daarmee precies bedoeld wordt. Tevens rijst daarbij het probleem van de openbaarmaking van de voormelde "aanbevelingen". Het is met het oog op de rechtszekerheid verkieslijk die aanbevelingen zoveel mogelijk op te nemen in het onderzochte ontwerpbesluit, veeleer dan ernaar te verwijzen. Zo niet, moet de steller van het ontwerp nagaan of die "aanbevelingen" bekendgemaakt zijn in het Belgisch Staatsblad ofwel openbaar gemaakt zijn op de wijze voorgeschreven bij een internationale overeenkomst goedgekeurd bij een wet die op haar beurt is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

c) Met betrekking tot artikel 7 :

- De ontwerptekst geeft in zijn huidige lezing onvoldoende duidelijk aan welke beslissingen in de loop van de verschillende opgesomde fasen moeten worden genomen, noch door wie.

Moet de tekst bijvoorbeeld aldus worden verstaan dat het aan de minister staat om na afloop van de analyse bedoeld in paragraaf 1 een beslissing te nemen waarbij naar luid van die bepaling "een voorafgaand algemeen strategisch kader voor een multidimensioneel geïntegreerd programma" wordt vastgesteld ?

Wat is bovendien de precieze draagwijdte van de taak van de directie-generaal Ontwikkelingssamenwerking, die volgens paragraaf 3, eerste lid, bestaat in het coördineren "(van) de finalisering door de geïnteresseerde partnerorganisatie, van de strategie en de planning van de interventie, voor het geïntegreerd multidimensioneel programma, ingediend door tenminste twee partners van het Fonds" ?

Wat wordt bovendien in paragraaf 3, derde lid, bedoeld met de woorden "Deze algemene planning wordt gevalideerd" ? Waarin bestaat die "algemene planning" en door wie wordt zij "gevalideerd" ?

- In paragraaf 3, derde lid, eerste zin, is sprake van een "participatief proces". Volgens welke nadere regels wordt die procedure gevoerd ?

.../...

3. In verscheidene bepalingen van het ontwerpbesluit is sprake van een "strategische nota", die in artikel 1, 4/, als volgt wordt gedefinieerd: "strategische nota van het BFVZ, die de wet en dit besluit aanvult, en het wettelijke kader van het Fonds weergeeft, zijn strategische visie, zijn doelstellingen, zijn specificiteit, zijn financieringsmodaliteiten en zijn modaliteiten van uitvoering, van complementariteit, van opvolgingevaluatie en van sensibilisering, evenals van opleiding en van kennisbeheer".

De afdeling Wetgeving vraagt zich af wie belast is met het opmaken van die "nota". Wellicht is dat de taak van het lid van de regering belast met de Ontwikkelingssamenwerking ⁽²⁾, maar dat wordt niet aangegeven in de tekst.

Meer nog, het ontwerpbesluit laat in het onzekere wat precies de inhoud, de juridische draagwijdte en de juridische aard van deze "nota" zijn. Hoe kan, wat de inhoud van de "nota" betreft, de definitie die van de nota wordt gegeven in artikel 1, 4/, gecombineerd worden met de bepalingen van het ontwerpbesluit waarin ernaar verwezen wordt, meestal met opgaaf van één of meer bijzondere punten die deze nota moet bevatten? Het is evenmin duidelijk of deze "nota" uitsluitend dwingende bepalingen moet bevatten, dan wel eveneens niet-dwingende aanwijzingen kan inhouden; indien dit laatste het geval is, kan dit aanleiding geven tot verwarring omtrent de juridische draagwijdte van de "nota" in kwestie.

Hoe dan ook is het beter om, veeleer dan het uitwerken van een dermate vaag omschreven "nota" voor te schrijven, de gebruikelijke handelwijze voor te stellen waarbij de minister ermee belast wordt om deze of gene aangelegenheid die het ontwerpbesluit niet zelf regelt, via een ministerieel besluit te reguleren.

Daarbij moet het ontwerpbesluit zich echter ertoe beperken aan de minister de bevoegdheid te delegeren om bijkomstige maatregelen of detailkwesties te regelen. Artikel 1, 4/, biedt in dit verband geen enkele waarborg. Van de overige bepalingen van het ontwerpbesluit waarin verwezen wordt naar de strategische nota zijn er enkele - inzonderheid die welke zijn opgenomen in artikel 3, vierde lid, eerste streepje, in artikel 5, tweede lid, in artikel 7, § 3, tweede lid, en in artikel 14, eerste en tweede lid - die aangelegenheden betreffen welke niet kunnen worden beschouwd als bijkomstige maatregelen of detailkwesties.

⁽²⁾ Zoals zou moeten voortvloeien uit artikel 3 van de wet van 19 januari 2010.

II. Voorts moet tevens worden opgemerkt dat verscheidene ontwerp-bepalingen de bevoegdheid van de Koning te buiten gaan :

1. Artikel 3, derde lid, schrijft voor dat de multilaterale partnerorganisaties van het Fonds "internationale partnerorganisaties van de multilaterale samenwerking" dienen te zijn in de zin van artikel 9 van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking.

Artikel 3 voegt daaraan echter toe dat "bij uitzondering (...) andere multilaterale organisaties het statuut van partnerorganisatie van het Fonds (kunnen) krijgen, op voorwaarde dat een structurele relatie met de Belgische ontwikkelingssamenwerking wordt aangetoond".

De aldus voorgeschreven uitzondering is strijdig met de regel vastgelegd in artikel 9 van de wet van 25 mei 1999, volgens welke de Belgische internationale samenwerking de multilaterale samenwerking moet richten op een twintigtal internationale organisaties, die uitgekozen worden als "internationale partnerorganisaties van de multilaterale samenwerking", volgens een procedure en nadere regels vastgesteld door de Koning.

Deze regel is immers toepasselijk op iedere vorm van multilaterale samenwerking, daaronder begrepen die welke plaatsvindt in het kader van de wet van 19 januari 2010 ⁽³⁾, en de wetgever heeft niet voorzien in de mogelijkheid om daarvan af te wijken, zodat niet kan worden aanvaard dat andere multilaterale organisaties dan die welke zijn uitgekozen als "internationale partnerorganisaties van de multilaterale samenwerking" in de zin van artikel 9 van de wet van 25 mei 1999 het statuut zouden krijgen van partnerorganisatie van het Fonds opgericht bij de wet van 19 januari 2010.

⁽³⁾ De definitie van "multilaterale samenwerking" in de wet van 25 mei 1999, te weten "programma's of projecten gefinancierd door de Belgische Staat en uitgevoerd door een internationale organisatie en Belgische bijdragen aan internationale organisaties voor hun ontwikkelingsprogramma's of -projecten" (artikel 2, 7/, van de wet van 25 mei 1999), is immers aldus geredigeerd dat niet kan worden beschouwd dat ze niet zou slaan op de programma's en projecten bedoeld in de wet van 19 januari 2010.

2. Artikel 15, dat handelt over de werkgroep "Belgisch Fonds voor de Voedselzekerheid", waarvan sprake is in artikel 7 van de wet van 19 januari 2010, geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen :

a) Naar luid van de inleidende zin van het eerste lid wordt de werkgroep "opgericht bij het federaal parlement"; dit is strijdig met het beginsel van de scheiding der machten.

b) Het eerste lid, 2/, beoogt te regelen welke leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers deel kunnen uitmaken van de werkgroep.

Dit is onaanvaardbaar. Artikel 7, tweede lid, van de wet van 19 januari 2010 machtigt de Koning immers om de regels inzake de samenstelling van de werkgroep te preciseren, doch alleen wat betreft de leden die niet de hoedanigheid van volksvertegenwoordiger bezitten. Voorts is het strijdig met het beginsel van de scheiding der machten dat de Koning op welke manier ook zou worden betrokken bij de aanwijzing van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers die deel zouden uitmaken van de werkgroep.

*

* *

Gelet op de belangrijkheid van de vorenstaande opmerkingen wordt het ontwerpbesluit niet verder onderzocht.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY